



Arguments

Plutôt des emplois d'avenir que des heures supplémentaires défiscalisées !

8 avril 2011

N. Sarkozy s'est permis hier d'attaquer la proposition du Parti socialiste de créer des emplois d'avenir. Comment peut-il encore oser se présenter comme le Président du pouvoir d'achat quand on voit son bilan ?

1. La défiscalisation des heures supplémentaires n'a servi qu'à détruire des emplois - pas à augmenter le pouvoir d'achat des Français !

- **La détaxation des heures supplémentaire est une mesure imbécile**, unique dans le monde, critiquée par tous les économistes, qui n'a eu d'autre effet que de **subventionner le chômage**.
- **La mesure a détruit 70 000 emplois selon l'OFCE**, selon un mécanisme que décrit précisément la Cour des comptes: «*l'accroissement de la durée du travail incite les entreprises à substituer des heures de travail aux hommes, ce qui a un impact négatif sur l'emploi*».
- **C'est une mesure très coûteuse pour les finances publiques**: plus de 4 milliards d'euros par an (4,1Mds€ en 2010). Depuis 3 ans, ce sont donc quelques **12 milliards d'euros qui ont été inutilement gaspillés par l'Etat**.
- **Le nombre de salariés effectuant des heures supplémentaires n'a pas augmenté**: un peu plus du tiers des salariés effectuaient des heures supplémentaires en 2005, 38% après la promulgation de la loi TEPA.
- **La suppression de la détaxation des heures supplémentaires n'aura aucun impact négatif sur les heures supplémentaires** - pas plus que sa mise en place n'a eu d'effet positif. Pour que les entreprises puissent donner des heures supplémentaires sans prendre du travail à d'autres, il faut de la croissance. Hors Nicolas Sarkozy l'a cassée, en ajoutant de la crise française à la crise mondiale.

2. Nous faisons au contraire le choix de l'emploi et de la progression des salaires !

- **Nous supprimerons la détaxation des heures supplémentaires** ce qui permettra d'économiser 4 milliards d'euros et évitera les destructions d'emplois que cette mesure provoque.
- Nous **créerons 300 000 emplois d'avenir**. Il s'agira d'emplois **à plein temps pour une durée maximale de 5 ans, pour un salaire correspondant au minimum au Smic**, financés à 75% par l'Etat. Ce sont des emplois stables, rémunérateurs, permettant aux jeunes de se former et de préparer l'avenir.
- Alors que 660 000 jeunes sont au chômage, que 30% vivent sous le seuil de pauvreté et qu'il faut attendre 29 ans en moyenne pour décrocher un premier CDI, **la création de ces emplois nouveaux** dans le secteur « non marchand » ciblés sur des secteurs innovants, notamment le développement durable et la croissance verte (150 000 emplois), et des territoires défavorisés **permettra à des jeunes de s'insérer durablement dans l'emploi**.
- Pour mémoire, le dispositif des emplois-jeunes avait été très efficace : **85% des jeunes ayant bénéficié d'un emploi-jeune avaient un emploi un an et demi plus tard et 72% étaient en CDI** (selon un rapport de la DARES publié en novembre 2006).

Nous proposons donc de remplacer une mesure inefficace, coûteuse pour les finances publiques et destructrice d'emplois par une mesure d'avenir qui augmentera vraiment le pouvoir d'achat de centaines de milliers de jeunes et de leur famille et préparera l'avenir de notre pays.